



Retraite à point, tous et toutes en grève et manifestation pour le retrait du projet le 20 Février 2020

Retraite : La justice, c'est de retirer le projet !



Pas vraiment solidaire

Dans le système actuel, 93% des retraités bénéficient de la solidarité de leurs droits à la retraite.

Dans le cadre du projet de loi, ce mécanisme solidaire disparaît. Il sera remplacé par attribution de points dits de solidarité. **Mais combien de points ? Ce sera très peu si l'indemnité chômage est faible...**

Toujours perdant!! Sous prétexte d'universalité, le projet de loi se révèle purement budgétaire. Le flou demeure sur le montant des pensions et l'Age de départ. Ce qui se préparait est confirmé : travailler plus longtemps pour gagner moins!

Après avoir méprisé la majorité de l'opinion publique et les organisations syndicales. Ce sont aujourd'hui les parlementaires que le gouvernement veut mettre à sa botte. Beaucoup de dispositions sont renvoyées à des ordonnances ou à des décrets.

Le véritable but du gouvernement est de rendre inopérant le droit au départ avec une retraite complète à l'âge l'égal de **62 ans**.

Le flou...

Personne au gouvernement ne peut répondre à la question simple : **c'est quoi une carrière complète ?** Le voile est maintenant levé et l'on comprend mieux pourquoi cette gêne. En effet le texte du projet de loi définit comme carrière complète une durée d'activité de 516 mois (soit 43 années de travail) à compter de la génération 1975. Une confirmation que la pension sera calculée sur **la totalité de la carrière** avec ses hauts et ses bas et **non sur les 25 meilleurs années**. Ce qui engendrerait une baisse de la pension de retraite

Y a-t-il urgence budgétaire ?

NON! Pour que le régime soit à l'équilibre, il faut 12 milliards d'euros d'ici à 2025. Cela ne représente que 0,5 point de PIB (richesses produites): pas de quoi s'affoler. Le fonds de réserves des retraites créé en 2001 est doté de 30 milliards d'euros. Si nous y ajoutons les réserves de tous les régimes, ce sont 150 milliards d'euros de réserves qui sont immédiatement disponibles. Notre système actuel n'est donc pas en péril.

S'il faut de l'argent, il y en a !

Pendant que les discours du gouvernement nous appellent à accepter de faire des efforts pour redresser le pays, les finances des entreprises se portent bien.

Les grands groupes du CAC 40 ont versé 60,2 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2019, soit 12,3 % de plus qu'en 2018. Un record qui place la France sur la plus haute marche du podium en Europe.

Des efforts pour les uns et des cadeaux pour les autres: Les exonérations de cotisations patronales se sont élevées à 90 milliards selon la Cour des comptes. Entre 2013 et 2019, cela a représenté 26 milliards du fait de la mise en œuvre du « pacte de responsabilité »...

À elle seule, la transformation du CICE en baisse de cotisations a représenté 18 milliards d'euros, sans que la preuve soit apportée sur l'efficacité de ces dispositifs sur l'emploi. Pour ne prendre que les plus significatives.

Le dernier rapport d'Oxfam sur les inégalités révèle que les milliardaires français ne se sont jamais aussi bien portés. Ils sont 41 en France et leur fortune a augmenté de 34,8 % depuis le 31 décembre 2018, plus que partout ailleurs dans le monde. Leur richesse cumulée s'élève à 329,9 milliards de dollars. Dans le même temps, 400 000 personnes supplémentaires en France ont basculé sous le seuil de pauvreté. La France compte désormais 9,8 millions de pauvres.



La CGT fait des propositions: agir sur plusieurs leviers

↑ Emplois



Dans un système à répartition, **la retraite c'est d'abord une question d'emploi**, car le nombre d'actifs conditionne le montant des cotisations. La promesse du président Macron est de ramener le chômage à son taux d'avant crise. Cela représente 2,4 % d'emplois en plus, soit environ 9 milliards de cotisations supplémentaires et 7 milliards d'économie sur l'assurance chômage. **Gain total: 16 milliards.**

↑ Salaires



Augmenter les salaires, c'est plus de cotisations sociales: 1 % d'augmentation de la masse salariale dans le privé c'est 3,6 milliards de cotisations en plus et 5 % c'est 18 milliards. Sans parler de la revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice dans la Fonction publique. Par ailleurs, **l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes** rapporterait 6,5 milliards d'euros en plus pour la Sécurité sociale. L'égalité femmes-hommes, c'est bon pour tous!

↑ Cotisations



Augmentation des cotisations: entre 0,2 et 0,4 point par an, on assure la pérennité du système: c'est en moyenne une augmentation de **1,60 € par mois pour les travailleurs et 2,40 € pour les employeurs.**

↓ Exonérations



Remettre en cause les exonérations de cotisations patronales qui ne profitent pas à l'emploi et tirent les salaires vers le bas. Plus votre salaire est près du Smic, plus votre employeur est exonéré: à qui ça profite? On a fait quelques calculs: si on les divise par deux, c'est **45 milliards de recettes en plus**. Si on les supprime pour les entreprises du CAC 40 – qui se portent apparemment plutôt très bien – c'est au minimum 5,5 milliards en plus.

↓ Dividendes



Alors que la France bat des records en distribution de dividendes, taxer les profits financiers rapporterait **30 milliards par an.**

Et si on en parlait ?

Lieux de rassemblement

Moulins : 10h30 Place de la Liberté

Montceau : 14h30 à la Mairie

Chalon : 14h Maison des Syndicats

Nevers : 14h Place de la Résistance